

Anne T. Bouchet

LA FRANCE  
de la  
CINQUIÈME  
RÉPUBLIQUE



Éditions  
SCIENCES  
HUMAINES



Anne T. Bouchet

LA FRANCE  
de la  
CINQUIÈME  
RÉPUBLIQUE

Éditions  
SCIENCES  
HUMANES

Extrait de la publication

Retrouvez nos ouvrages sur  
**[www.scienceshumaines.com](http://www.scienceshumaines.com)**  
**[www.editions.scienceshumaines.com](http://www.editions.scienceshumaines.com)**

**Diffusion : Seuil**  
**Distribution : Volumen**

En application de la loi du 11 mars 1957, il est interdit de reproduire intégralement ou partiellement, par photocopie ou tout autre moyen, le présent ouvrage sans autorisation de l'éditeur ou du Centre français du droit de copie.

**© Sciences Humaines Éditions, 2013**  
38, rue Rantheaume  
BP 256, 89004 Auxerre Cedex  
Tel. : 03 86 72 07 00 / Fax : 03 86 52 53 26  
ISBN = 9782361060640

## Avant-propos de l'éditeur

Cette histoire de la V<sup>e</sup> République est originale à la fois par son style, vivant et clair, et aussi par son parti pris pédagogique.

Écrit à l'origine pour un public francophone, au sens large, en particulier pour les étudiants internationaux, ce livre évite les pièges du discours implicite, des « choses supposées connues », et offre une chronique détaillée et vivante de la V<sup>e</sup> République. Remontant aux origines de la République actuelle, il rappelle opportunément – aux générations d'après-68 et surtout aux générations d'après la chute du mur de Berlin –, l'essentiel de ce qui a précédé, en particulier durant les Trente Glorieuses.

Ainsi, le livre aborde et analyse la naissance de la V<sup>e</sup> République en 1958, l'esprit de la Constitution mais aussi le fonctionnement pratique des institutions, démontrant leur relative solidité face aux bouleversements du monde. Il met également en lumière les mutations économiques, démographiques et socioculturelles qui ont conduit à la France d'aujourd'hui. Les documents, extraits de mémoires, portraits, articles de presse ou encore documents iconographiques rendent l'ouvrage particulièrement vivant.

Le livre suit la chronologie, notamment celle fournie par la succession des différents présidents. Pour chaque période étudiée, il propose : une analyse de la vie politique (les principaux aspects de la politique intérieure et notamment l'introduction de grandes lois ou décisions politiques qui ont contribué à modeler la France) ; les grandes lignes de la politique extérieure afin de mieux saisir la place occupée par la France en Europe et dans le monde ; les mutations économiques, démographiques et socioculturelles de la France dans la période concernée.

Le livre traite essentiellement la période 1958-2012 mais ouvre dans un chapitre conclusif sur la première année de la présidence de François Hollande.

## Introduction

Le 16 juin 1946 à Bayeux, première commune française libérée du joug allemand à l'été 1944, le général de Gaulle présenta ses idées pour une nouvelle constitution. Selon de Gaulle, il fallait instaurer un régime renforçant le pouvoir exécutif et surtout celui du président de la République, afin de mieux assurer la stabilité politique intérieure et de conforter la grandeur de la France, fortement ébranlée lors de la Seconde Guerre mondiale. Dans ce célèbre discours de Bayeux, il s'exprimait en ces termes : « C'est donc du chef de l'État, placé au-dessus des partis (...) que doit procéder le pouvoir exécutif. (...) À lui la mission de nommer les ministres et, d'abord, bien entendu, le Premier, qui devra diriger la politique et le travail du Gouvernement. Au chef de l'État la fonction de promulguer les lois et de prendre les décrets, car c'est envers l'État tout entier que ceux-ci et celles-là engagent les citoyens. À lui la tâche de présider les Conseils du Gouvernement et d'y exercer cette influence de la continuité dont une nation ne se passe pas. À lui l'attribution de servir d'arbitre au-dessus des contingences politiques, soit normalement par le conseil, soit, dans les moments de grave confusion, en invitant le pays à faire connaître par des élections sa décision souveraine. À lui, s'il devait arriver que la patrie fût en péril, le devoir d'être le garant de l'indépendance nationale et des traités conclus par la France. »

Les principes de la V<sup>e</sup> République sont déjà inscrits dans ce texte mais la France, sortie ébranlée de la guerre, n'était pas encore mûre pour les entendre. De Gaulle eut en particulier du mal à faire prévaloir ses idées auprès des partis politiques, réticents à accepter une réduction de leur influence. La Constitution de la IV<sup>e</sup> République,

approuvée par référendum en 1946, a mis finalement en place un nouveau régime d'assemblée et de partis, sans renforcer le rôle du président de la République.

Il est fréquent de dire que ce régime s'est avéré incapable d'affronter les grands défis de l'après-guerre et de leur apporter des solutions, principalement celui de la guerre d'Algérie, notamment à cause de l'instabilité politique qui régnait alors. De fait, la IV<sup>e</sup> République a connu une succession impressionnante de gouvernements entre 1946 et 1958, leur longévité n'étant en moyenne que de six mois. Pourtant, de nombreux auteurs aujourd'hui mettent à son actif un certain nombre de transformations majeures de la France de l'après-guerre.

### **De la reconstruction à la modernisation**

La France, sortie meurtrie et très affaiblie à tout point de vue de la Seconde Guerre mondiale, doit se reconstruire le plus vite possible. C'est d'abord sous le Gouvernement provisoire de la République française (GPRF) de 1944 à 1946, dirigé par de Gaulle, que furent mises en place les premières grandes réformes de structure, parmi lesquelles figurent la nationalisation des grands secteurs clés – l'énergie, les transports et le crédit – ainsi que l'instauration de la Sécurité sociale et la généralisation des allocations familiales. Quelques années plus tard, en 1950, fut créé le Smig (salaire minimum interprofessionnel garanti). Cette période marque pour la France les débuts de l'État providence.

Pour diriger la reconstruction et inciter au développement et à la modernisation de la France, le gouvernement instaure alors une planification à la française, c'est-à-dire une planification souple ou indicative à la différence de la planification impérative de l'Union Soviétique. En 1946, le Commissariat général du Plan est créé, et en 1947, le premier plan quinquennal, dit plan Monnet, entre en vigueur. Le but du plan Monnet est de développer systématiquement les secteurs prioritaires de la production et de l'économie, de reconstruire et moderniser les infrastructures et de réaménager l'espace. Cette planification du développement de la France continuera jusqu'aux années 1990 avec des buts ciblés pour chaque période.



L'aide Marshall, dont le but était notamment de sortir l'Europe de la pauvreté, qui risquait de faire le lit du communisme, est accordée à la France en 1947, et elle contribue fortement à assurer économiquement le développement rapide des moyens de production et, par-là même, à la modernisation de la France. La production industrielle et agricole était alors principalement tournée vers le marché intérieur, car pendant les premières années d'après-guerre, tout manquait en France, le rationnement restant en vigueur jusqu'en 1949. Lentement, la concentration progressive des entreprises et l'accent mis sur l'innovation technologique viendront renforcer la productivité et rendre les entreprises plus compétitives, même sur le marché extérieur. L'ouverture sur le marché extérieur reste cependant encore faible. Les petites entreprises familiales peu productives resteront dominantes sous la IV<sup>e</sup> République. Elles continueront à dominer le tissu industriel et agricole jusqu'aux années 1970.

Grâce aux efforts consentis, la production retrouve dès 1950 son niveau d'avant-guerre et atteint un niveau deux fois plus élevé en 1958. La production agricole double également entre 1938 et 1958. C'est le début des années appelées « Les Trente Glorieuses ».

### **Les nouveaux visages de la France**

Cependant, les mentalités ne suivent pas nécessairement les changements. Un certain refus de la modernisation s'exprime dans des franges de la population active qui se sentent menacées, voire dépassées par le développement. Il s'agit principalement des petits paysans, des artisans et des petits commerçants.

La France est traditionnellement, depuis des siècles, un pays agricole par excellence. En 1949, 29 % de la population active travaille dans ce secteur, la majeure partie sur de petites exploitations agricoles où l'autarcie domine. Souvent, les méthodes de production restent assez traditionnelles, notamment parce que l'introduction de la mécanisation coûte cher. Le secteur primaire diminuera pourtant tout au long de la IV<sup>e</sup> République. L'exode rural touchera les régions les plus reculées et arides, comme par exemple le Massif central, ce qui contribuera à déséquilibrer l'espace français; en 1959, soit au tout début de la V<sup>e</sup> République, 22 % de la population active travaille encore dans le secteur primaire.

Le nombre d'artisans et de petits commerçants a également commencé à reculer sensiblement après la guerre. Les artisans sont concurrencés par les entreprises qui investissent et parviennent à produire plus à moindres coûts. La concurrence étrangère commence aussi à peser sur les secteurs de la confection, de la chaussure et du textile. Les petits commerçants sont quant à eux principalement menacés par l'émergence de nouvelles formes de distribution comme les grandes surfaces : Édouard Leclerc ouvre le premier supermarché en 1949. C'est en 1953, après avoir organisé la protestation musclée d'un groupe de commerçants contre un contrôle fiscal, que Pierre Poujade accède à la notoriété et crée l'Union de défense des commerçants et artisans qui se pose en défenseur des petits contre les grands et parvient à canaliser l'angoisse et la colère de ces groupes, victimes de l'évolution économique. Rébellion sectorielle érigée en vision du monde dénonçant les « gros », le fisc, l'inefficacité parlementaire, et rejetant technocrates et intellectuels au nom du bon sens et des « petites gens », le mouvement politique poujadiste est ainsi la première expression du populisme d'après-guerre, qui, sous la V<sup>e</sup> République, deviendra surtout visible sur la scène politique à partir des années 1980 sous l'égide du Front national.

La classe ouvrière est également touchée par les transformations. Le secteur secondaire occupe tout au long des années 1950 près de 35 % de la population, mais le besoin d'une main-d'œuvre plus qualifiée implique le recul du nombre de manœuvres, ce qui porte atteinte, peu à peu, au sentiment de cohésion de la classe ouvrière. Le comportement de la nouvelle classe ouvrière va progressivement se calquer sur celui des classes moyennes, dont l'importance relative est en constante augmentation. Avec le recul du nombre d'indépendants, et la réorganisation de la production et des services, le nombre de salariés croît sensiblement. Le revenu par individu augmentant considérablement au cours des années 1950, plus nombreux sont les Français qui bénéficient du progrès matériel et ce, malgré la forte inflation au cours de cette période. Ainsi, une part de moins en moins importante du budget des ménages est affectée au poste « nourriture » et, à l'inverse, une part croissante est consacrée au logement et à l'équipement.

Les Français commencent lentement à entrer dans la société de consommation. En 1956, la troisième semaine de congés payés est introduite, et, avec la banalisation relative de l'automobile et la reconstruction doublée de l'extension des réseaux routiers et ferrés, le tourisme commence à se développer. À la veille de la V<sup>e</sup> République, le comportement des Français tend à s'uniformiser; bien que persistantes, les différences caractéristiques des classes sociales s'estompent.

Au cours des années 1920 et 1930, la population française s'est contractée, et à la veille de la Seconde Guerre mondiale, le nombre des décès dépassait même celui des naissances; il y avait « plus de cercueils que de berceaux ». Cette tendance se renverse radicalement une fois la guerre finie: on parle alors du *baby-boom*. Le taux de naissances augmente et se maintient à un niveau élevé jusqu'au milieu des années 1970, ce qui donne en moyenne 2,4 enfants par femmes; en même temps, le taux de mortalité recule et l'espérance de vie commence à augmenter. La population française passe ainsi de 40,5 millions, lors du recensement de 1946, à 44,8 millions en 1958.

La France n'avait pas connu une telle croissance depuis un siècle et demi. Cette vitalité démographique contribue à soutenir la demande, la production et donc l'économie dans de nombreux domaines: logement, infrastructure collective, biens d'équipement durables, alimentation, vêtements, établissements scolaires, etc. La croissance économique annuelle moyenne augmente et se maintient à un niveau élevé entre 1950 et 1959, à savoir 4,9 %. Les *baby-boomers* constitueront progressivement une main-d'œuvre utile aux différents secteurs en développement, grâce non seulement à leur grand nombre mais aussi à leur niveau de qualification, qui leur assure une certaine ascension sociale. La taille de la population active n'est toutefois pas suffisante pour répondre aux besoins et la France doit faire appel à une main-d'œuvre étrangère venant principalement des pays d'Afrique du Nord. Près de 50 000 personnes entrent ainsi en France chaque année. Cette croissance démographique, prolifique à tout point de vue pendant les premières décennies, pèsera finalement lourdement dans les dépenses de la Sécurité sociale.

Après la Seconde Guerre mondiale, à la faveur de la croissance démographique et de l'exode rural, se posa le problème du logement, surtout urbain. De nombreux nouveaux logements, dont ceux à caractère social comme les HLM (Habitation à loyer modéré), furent construits dans les banlieues tout au long de la IV<sup>e</sup> République. Malgré cet effort, beaucoup de familles vivaient encore dans des logements étroits et insalubres, quand elles ne vivaient pas dans des bidonvilles ou dans la rue. À la fin de la IV<sup>e</sup> République, la crise du logement n'était pas encore résolue, mais le secteur de la construction était devenu avec celui de l'industrie automobile et de l'électroménager, le moteur de l'expansion.

### **La France de retour parmi les Grands**

La France fut en mai 1945 écartée des grandes conférences internationales de Yalta et de Potsdam. Vainqueur de second rang, puisque Pétain avait signé l'armistice avec l'Allemagne et malgré les efforts de la Résistance et de de Gaulle, elle s'est vue refuser dans un premier temps toute influence dans le rétablissement de l'Europe. Elle rejoindra cependant bientôt la compagnie des « grands » et sera dès 1945 une des quatre puissances occupantes de l'Allemagne et un des membres permanents de l'Onu. Afin de faire face aux tensions en Europe et à l'avancée du communisme, l'Organisation du traité de l'Atlantique Nord (Otan) est fondée en 1949, entre autres par les États-Unis et les pays de l'Europe occidentale. La France sera jusqu'à sa sortie du Commandement militaire intégré en 1966, un des trois membres du groupe permanent de l'organisation.

Afin de développer l'Europe économiquement et d'assurer la paix, la France choisit de mener une politique de rapprochement et d'entente et non de rejet vis-à-vis de l'Allemagne, divisée en deux depuis 1949 ; ce rapprochement aboutira dès 1951 à la création de la Communauté européenne du charbon et de l'acier (Ceca) qui inclut également le Benelux et l'Italie et en 1957, au traité de Rome instituant la Communauté économique européenne (CEE) qui ouvre un grand marché commun de libre-échange de marchandises. La France occupera une des places dominantes dans cette union dès sa naissance et aujourd'hui, alors que cette union s'est élargie, elle forme avec l'Allemagne le couple-clé de son développement.

À la suite de la pénurie d'énergie provoquée par la crise de Suez en 1956, les pays européens, dits les Six, signèrent également en 1957 le traité Euratom, dont le but était de développer en commun une industrie nucléaire civile. Des programmes de recherche et la construction de centrales nucléaires devaient assurer leur indépendance en matière d'électricité, mais la coordination européenne de cette politique n'ayant pas vraiment porté ses fruits, la France développera finalement sa propre politique énergétique nucléaire et se lancera au début de la V<sup>e</sup> République dans la construction de centrales nucléaires.

« Sans l'Empire, la France ne serait qu'un pays libéré. Grâce à son Empire, la France est un pays vainqueur », déclara le député radical, Gaston Monnerville, en 1945. Bien que l'esprit du temps, après la guerre, fût plutôt à favoriser l'indépendance des colonies, la France choisit de sauvegarder son empire colonial, qui sera désormais dénommé l'Union française. Cependant, la guerre d'Indochine éclate en 1946. Guerre d'un nouveau genre, c'est une guerre coûteuse en moyens et en hommes, qui déstabilise la France politiquement. À la suite de la défaite inattendue de l'armée française en 1954, lors de la bataille de Dien Bien Phu, les accords de Genève sont signés : la France se retire d'Indochine et révisé sa politique coloniale. Ainsi, les anciennes colonies et protectorats français retrouvent leur indépendance et leur autonomie au cours des années 1950. Cependant, l'Algérie, seule colonie française de peuplement où vivent 900 000 Européens dont une grande majorité de Français, n'est pas vraiment considérée par les Français comme une colonie mais comme une partie intégrante de la France. L'insurrection pour l'indépendance algérienne commence en 1954 et le conflit se durcit au cours des années suivantes, menaçant la France d'une véritable guerre civile. Cette situation tendue provoquera finalement en 1958 l'effondrement de la IV<sup>e</sup> République et le retour du général de Gaulle.

Telle est, brièvement décrite, la toile de fond sur laquelle se dessine la V<sup>e</sup> République.



# LES ANNÉES DE GAULLE

**CHARLES DE GAULLE**  
(1890-1970)  
« Une certaine idée de la France »

Charles André Joseph Marie de Gaulle, « le plus illustre des Français », « l'homme du 18 juin », « l'homme providentiel », est né à Lille le 22 novembre 1890. Il est le troisième enfant d'une famille de cinq, catholiques convaincus et patriotes. Son père, licencié en droit et en lettres, fit d'abord carrière au ministère de l'Intérieur, mais interrompit celle-ci car ses idées ne correspondaient pas à celle de la nouvelle République (la III<sup>e</sup>). Il devint préfet des études dans un collège de jésuites à Paris. Charles de Gaulle eut la vocation militaire très tôt, alors que personne dans sa famille n'avait fait carrière dans l'armée. En 1909, il est reçu au concours de l'École militaire de Saint-Cyr<sup>1</sup>, au 119<sup>e</sup> rang (sur 221). Il souhaite embrasser la carrière militaire car, pour lui, l'armée est « une des plus grandes choses du monde ». Il sort de Saint-Cyr trois ans plus tard parmi les mieux classés de sa promotion et choisit le 33<sup>e</sup> régiment d'infanterie où il rencontre le colonel Philippe Pétain.

Lors de la Première Guerre mondiale, il est blessé plusieurs fois. En 1916, laissé pour mort sur le champ de bataille à Verdun, il est fait prisonnier et interné dans plusieurs camps en Allemagne de 1916 à 1918. Homme de grande détermination<sup>2</sup>, il tente à plusieurs reprises de s'enfuir, mais n'y parvient pas. Après la guerre, en 1921, il épouse Yvonne Vendroux, fille d'un industriel fortuné de Calais, dont la famille partage clairement les mêmes valeurs que celles de la famille de Gaulle : patriotisme, dignité et catholicisme. Ils auront trois enfants, dont une handicapée pour laquelle de Gaulle aura beaucoup de tendresse et d'attention. En 1921, il est nommé professeur d'histoire à Saint-Cyr. L'année suivante il est reçu à l'École supérieure de guerre, « l'antichambre de toutes

---

1- Depuis le XIX<sup>e</sup> siècle, cette école forme les cadres militaires.

2- Daniel J. Mahoney et Jean Lacouture font référence notamment aux efforts infatigables de de Gaulle pour s'échapper de prison et y voient le signe clair de sa détermination et de son ambition. Jean Lacouture, *De Gaulle, 1. Le rebelle*. Seuil, nouvelle édition 2010. Daniel J. Mahoney, *De Gaulle: Statesmanship, Grandeur et Modern Democracy*, Transaction Publishers. New Brunswick et London 2000. p. 7.



les réussites<sup>3</sup> ». Après plusieurs promotions et mutations militaires, il revient en 1932 à Paris pour servir dans le Conseil supérieur de la Défense nationale.

Homme de plume et de réflexion sur l'art militaire, il publie en 1932 *Le Fil de l'Épée* où il expose, entre autres, ses idées sur l'art du commandement et le rôle du chef. Le chef dont il parle ressemble fortement à l'homme qu'il deviendra en 1958. En 1934, il présente dans son livre *Vers l'armée de métier* ses idées sur l'importance d'une armée forte afin d'assurer l'indépendance et la grandeur d'un pays, tout en soulignant que le pouvoir militaire se doit toujours d'être séparé et subordonné au pouvoir politique. Il y expose également ses idées sur la guerre mécanique et de mouvement. Ses prises de position, souvent originales et audacieuses, sont en opposition avec celles de l'état-major, qui croyait la France à l'abri derrière la ligne défensive Maginot, creusée dans l'Est de la France. L'histoire lui donnera raison<sup>4</sup>, mais à l'époque, cela mit un frein à sa carrière. À partir de 1934, sa vie familiale, ainsi que sa vie de réflexion et d'écriture, vont se dérouler à *la Boisserie*, propriété acquise dans le petit village de Colombey-les-Deux-Églises, en Haute-Marne. C'est là qu'il se retirera après 1969 et qu'il décédera, assis à son bureau, le 9 novembre 1970. Son corps repose dans le cimetière de ce village. C'est à côté de Colombey que fut inauguré en 2008 le mémorial Charles de Gaulle.

De Gaulle entre définitivement dans l'Histoire quand, depuis Londres le 18 juin 1940<sup>5</sup>, le lendemain même du jour où le Maréchal Pétain venait de demander l'armistice à l'Allemagne, il lance son appel au peuple français pour qu'il continue le combat. De Gaulle est un « militaire aux bords de la politique<sup>6</sup> ». Progressivement, il va devenir le leader politique de la France libre, dont le symbole sera la croix de Lorraine, région reprise à la France par les Allemands en 1918. En tant que militaire, s'étant autoproclamé le

3- Éric Roussel, *De Gaulle*, Gallimard, « Folio », 2008, p. 21.

4- De Gaulle juge la guerre inévitable depuis 1936 et verra dans l'écrasante victoire allemande de 1940 le germe de sa défaite future. La guerre sera mondiale et l'Allemagne ne pourra pas faire face sur tous les fronts. Il convient donc de résister jusqu'à la défaite inéluctable de l'Allemagne, expliquera-t-il en réponse à la déclaration de Pétain du 17 juin 1940.

5- Voir Annexes : *L'Appel du 18 juin*.

6- Dominique de Villepin, « L'homme des métamorphoses », in *Le Monde*, Hors-Série. « Charles de Gaulle. Une certaine idée de la France », p. 10.

représentant de la France libre, il aura cependant beaucoup de mal à se faire reconnaître par les partenaires alliés, alors que la résistance française ainsi que les colonies se joindront progressivement à lui. Il faut attendre fin 1944<sup>7</sup> pour que la France libre avec le gouvernement provisoire de la République française soit consolidée et reconnue non plus comme une force militaire mais aussi comme force politique. De Gaulle devient président de ce gouvernement provisoire – composé de toutes les tendances de la résistance extérieure et intérieure –, légitimant ainsi sa position de leader politique.

Après avoir rétabli l'État, posé les grandes lignes directrices de la reconstruction de la France : nationalisations des banques et des grandes entreprises clés, création de la Sécurité sociale, droit de vote accordé aux femmes, etc., de Gaulle quitte le gouvernement dès 1946, car il est en désaccord avec l'Assemblée constituante sur le projet constitutionnel de la nouvelle République. Il n'en défendra pas moins sa conception de la République six mois plus tard dans son célèbre discours de Bayeux. Ces idées se retrouveront dans la Constitution de la V<sup>e</sup> République. Dans le but de reconstruire une France



Affiche électorale pour le RPF.

7- Paris est libéré en août 1944 et la France en mai 1945, mais de Gaulle ne sera pas invité à la conférence de Yalta en février 1945.

forte, il fonde en 1947 le Rassemblement du peuple français (RPF), et s'exprime ainsi, lors du discours fondateur le 7 avril 1947 : « Il est temps que se forme et que s'organise le Rassemblement du peuple français qui, dans le cadre des lois, va promouvoir et faire triompher, en dépit des différences d'opinions, le grand effort de salut commun et la réforme profonde de l'État. Ainsi, demain, dans l'accord des actes et des volontés, la République française construira la France nouvelle. » Le RPF connut un certain succès lors des différentes élections, mais les circonstances politiques étant peu propices au mouvement, des dissensions se déclenchèrent en son sein.



La Croix de Lorraine.

En 1953, de Gaulle met ce mouvement en « sommeil » et se retire à *la Boisserie* pour se consacrer à ses écrits. C'est alors qu'il rédige notamment ses fameux *Mémoires de guerre*, où il expose également ses idées sur la France et sur l'État. Il faudra attendre 1958 avec son retour au pouvoir pour que soit lancé un nouveau mouvement politique gaulliste, à savoir l'Union pour la nouvelle République (UNR). Ce mouvement doit, selon de Gaulle lui-même, beaucoup à l'ancien RPF. Il écrit à ce propos qu'il « est hors de doute qu'à mon retour, en 1958, nous avons eu besoin de cadres, de personnalités à nous, d'hommes de confiance, aptes à résoudre nos problèmes : c'est parmi ces anciens du Rassemblement que nous en avons trouvé beaucoup. Nous les avons eus, pour ainsi dire, sous la main. Et ça a été l'apport non négligeable du RPF à la V<sup>e</sup> République<sup>8</sup> ».

8- Cité d'après Léon Noël, « Le RPF dans la pensée et l'action du général de Gaulle » <http://www.charles-de-gaulle.org/pages/l-homme/dossiers-thematiques/1946-1958-contre-la-ive-republique/le-rassemblement-du-peuple-francais/temoignages/leon-noel-le-rpf-dans-la-pensee-et-l-action-du-general-de-gaulle.php>

De Gaulle aimait à s'entourer d'hommes de confiance et de conviction, déterminés à œuvrer pour le rassemblement et la grandeur de la France. On l'a souvent décrit comme « un géant dans l'histoire<sup>9</sup> », mais c'est aussi avec ces hommes et grâce à eux qu'il pourra instituer la V<sup>e</sup> République et entamer sa période de président des Français. Bien que le mot rassemblement ne fasse pas partie du nouveau sigle de la droite gaulliste, l'idée de rassemblement inspirera les différents mouvements politiques de la droite gaulliste tout au long de la V<sup>e</sup> République.

*« C'est ma demeure. Dans le tumulte des hommes et des événements, la solitude était ma tentation. Maintenant, elle est mon amie. De quelle autre se contenter quand on a rencontré l'Histoire? (...) Le silence emplit ma maison. De la pièce d'angle, où je passe la plupart des heures du jour, je découvre les lointains dans la direction du couchant (...) D'un point élevé du jardin, j'embrasse les fonds sauvages où la forêt enveloppe le site, comme la mer bat le promontoire. Je vois la nuit couvrir le paysage. Ensuite, regardant les étoiles, je me pénétre de l'insignifiance des choses. »*

*Mémoires de guerre, tome III (1944-1946), Plon, 1959, p. 288-289.*



La Boisserie.

<sup>9</sup>- De Gaulle, un géant dans l'histoire. CD Rom, Infogrammes, 1997. Voir aussi le site de référence de la fondation Charles de Gaulle : <http://www.charles-de-gaulle.org/>